

Alors que de toute évidence une intervention militaire internationale se prépare en Syrie pour répondre à l'usage probable d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad, la diplomatie turque retrouve des couleurs. Au cours des dernières semaines, la Turquie a en effet accumulé un certain nombre de revers stratégiques. C'est bien sûr la chute de Mohamed Morsi en Egypte, puis la répression sanglante des sit-in des Frères musulmans, qui ont été au cœur de ces déboires diplomatiques.

Les dégâts diplomatiques de la crise égyptienne pour la Turquie

La débâcle des Frères en Egypte a été saluée par les régimes autoritaires arabes, comme le régime baasiste en Syrie. Il a aussi satisfait les pays du Golfe (à l'exception du Qatar), qui, après avoir surmonté (et réprimé au besoin) une série de mouvements contestataires survenus dans le cadre du printemps arabe (Bahreïn, Oman et Koweït...), se retrouvent débarrassés pour un temps de cet islamisme populaire rival égyptien qu'ils supportaient de moins en moins bien. La Turquie, pour sa part, s'est largement enlisée dans son appréciation de la crise égyptienne. En s'entêtant à demander le rétablissement sans condition de Mohamed Morsi dans ses fonctions, elle s'est éloignée de ses alliés occidentaux et surtout attirée l'ire du nouveau gouvernement égyptien au risque de devoir en supporter toutes les [conséquences politiques et économiques](#). Des voix se sont élevées jusque dans les rangs du parti au pouvoir pour critiquer le trop fort dogmatisme de la diplomatie régionale turque à cet égard. Le député de l'AKP, İdris Bal, qui dirige le Think Tank AGAM et qui avait, il y a quelques semaines, déjà écorné la gestion de la crise de Gezi par son gouvernement, vient d'en remettre une couche en jugeant la politique égyptienne de la Turquie peu réaliste et en conseillant à ses responsables de prendre garde de ne pas se couper définitivement de l'Égypte.

Une Turquie moins isolée en cas d'intervention militaire contre Damas

La décision des Américains de ne pas laisser sans réponse l'usage d'armes chimiques par le régime syrien, ne peut que rassurer Turquie, qui depuis deux ans se sent de plus en plus seule face une guerre civile qui a complètement déstabilisé sa frontière sud. Outre l'afflux de réfugiés qui pourraient atteindre le million avant la fin de cette année, le conflit qui se déroule à ses portes a de multiples conséquences pour Ankara : balles et obus perdus qui frappent ses populations frontalières, trafic d'armes et de marchandises en tout genre qui voit l'armée turque affronter des groupes armés de plusieurs milliers de contrebandiers, et surtout effets imprévisibles sur la question kurde avec l'avènement d'une véritable zone autonome kurde

dans le nord de la Syrie.

Dans ce contexte difficile, une intervention internationale contre le régime baasiste, tout en cassant le retour en force de ce dernier, qui a reconquis beaucoup des territoires qu'il avait perdus, peut rapprocher la Turquie des voisins avec lesquels elle est tombée en indécatesse : l'Égypte exaspérée par les condamnations turques du «coup d'Etat», la Jordanie dont le souverain prend une posture de plus en plus condescendante à l'égard du [«modèle turc»](#) et les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats notamment) qui menacent de ralentir, ces derniers temps, leurs relations économiques avec Ankara.

Des frappes militaires contre la Syrie devraient aussi améliorer les relations turco-occidentales, secouées par la crise égyptienne, en particulier par les anathèmes du premier ministre turc à l'endroit de ses alliés américains et européens pour leur reprocher leur passivité face à l'intervention militaire et la répression en Égypte. Les propos de Recep Tayyip Erdoğan, accusant Israël d'être derrière l'intervention militaire du Caire, ont de surcroît jeté un peu plus d'huile sur le feu, générant, ces derniers jours, un début de brouille avec la Maison Blanche.

Les nouveaux développements de la crise syrienne pourraient même avoir des effets bénéfiques sur les relations turco-iraniennes. La République islamique, qui a élu récemment un nouveau président, s'est démarquée de Damas dans son approche de la situation égyptienne, en condamnant notamment la répression dont ont été victimes les partisans de l'ex-président Morsi. Et surtout, sans toutefois désigner Bachar al-Assad comme le coupable du gazage de Damas, Téhéran a appelé la Communauté internationale à réagir fermement à l'usage d'armes chimiques en Syrie.

Les risques pour la Turquie d'une intervention militaire contre Damas

Une intervention militaire n'est pourtant pas exempte de risques et de soucis pour la Turquie. En premier lieu, ce sont ses retombées économiques potentielles qui sont inquiétantes. Après une décennies de développement parfois spectaculaire, l'économie turque s'essouffle depuis le début de l'année : tassement de la croissance, reprise légère de l'inflation et surtout baisse tendancielle de la Livre turque, qui a atteint les cours les plus bas de son histoire face à l'Euro et au Dollar, ces derniers jours. Il y a certes des raisons globales à cette situation, que connaissent actuellement la plupart des pays émergents. Mais la perspective de frappes sur la Syrie accentuent, ces derniers jours, la détérioration du cours de la Livre turque.

En second lieu, le gouvernement doit surmonter un certain nombre d'obstacles diplomatiques et politiques. La participation d'Ankara à une action militaire contre l'un de ses voisins serait une première, rompant avec une tradition diplomatique assez neutraliste héritée du kémalisme qui veut que la République ne s'implique pas dans des conflits régionaux, à plus forte raison lorsqu'ils concernent des pays frontaliers. La Turquie s'était ainsi prudemment tenue à l'écart des deux interventions internationales contre l'Irak en 1990-91 et en 2003, refusant même, lors de la seconde, de laisser les troupes américaines débarquer sur son territoire. Les partis d'opposition n'ont d'ailleurs pas manqué ces derniers jours de rappeler au gouvernement l'obligation de demander l'autorisation du parlement pour un éventuel engagement de l'armée turque sur un théâtre extérieur. Ils ont aussi pris un malin plaisir à revenir sur le vote négatif refusant l'accès du territoire turc aux troupes américaines que Recep Tayyip Erdoğan avait du essuyer, le 1^{er} mars 2003. Plusieurs ténors du parti gouvernemental (Bülent Arınç et Hüseyin Çelik entre autres) ont toutefois estimé que le gouvernement pouvait se passer d'une telle autorisation, ayant obtenu, le 4 octobre dernier, une permission d'un an pour mener des opérations militaires en Syrie, afin de riposter aux chutes d'obus et provocations diverses qui touchent ses territoires frontaliers avec ce pays.

En dernier lieu, une implication de la Turquie dans l'intervention militaire qui se prépare en Syrie ne sera pas sans effet sur le règlement en cours de la question kurde. Passé au second plan au moment de la contestation de Gezi, le fameux «processus de règlement» a pris du retard et beaucoup s'interrogent désormais sur sa capacité à rebondir. Plusieurs leaders kurdes (dont récemment le nouveau chef de la branche militaire du PKK, Cemal Bayık) ont émis des doutes. Quant à Recep Tayyip Erdoğan, il a estimé ces derniers jours que le retrait des militants du PKK du territoire turc (qui constitue l'une des premières conditions de la poursuite du processus) n'avait été que partiellement réalisé. Surtout, une intervention militaire contre le régime de Bachar el-Assad risque de perturber l'amorce de relations entre le gouvernement turc et Saleh Muslim (photo à droite), le leader du PYD, la branche syrienne du PKK. Ce dernier a été reçu à deux reprises en Turquie au cours du mois d'août et une convergence entre l'organisation la plus importante des Kurdes syriens et la diplomatie turque paraissait se dessiner. Elle n'est pourtant pas confirmée et encore moins scellée. Le PYD n'a pas de bonnes relations avec le gouvernement kurde d'Irak du nord de Massoud Barzani, allié de la Turquie, et il affronte actuellement des milices de l'opposition syrienne dans le nord du pays. Enfin, dernier point qui n'est pas à négliger : Saleh Muslim, qui a toujours joué un jeu complexe avec Damas, a déclaré le 26 août dernier qu'il doutait de l'implication du régime baasiste dans le récent usage d'armes chimiques qui a frappé la banlieue de Damas...

-

Jean Marcou

Collaborateur de la Chaire [@RDandurand](#) [@UQAM](#)

Professeur des Universités et directeur des relations internationales à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Cet article [La Turquie et la perspective d'une action militaire contre Bachar al-Assad](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Consultez la source sur Lactualite.com: [La Turquie et la perspective d'une action militaire contre Bachar al-Assad](#)